

# Déclaration de Marrakech des mouvements sociaux

Nous, mouvements sociaux marocains, maghrébins, africains et internationaux, rassemblés à Marrakech à l'occasion de la COP22 réaffirmons notre détermination à construire et défendre la justice climatique, et notamment à agir pour maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 1,5°C – conformément à l'engagement pris à Paris par l'ensemble des chefs d'État et de gouvernement.

## **Le monde ne peut pas attendre**

Partout, les inégalités sociales se creusent, les droits régressent, les conflits et les guerres se multiplient ou s'enlisent. Nos peuples sont opprimés et la biodiversité s'éteint. Les conséquences du changement climatique sont particulièrement fortes en Afrique et dans les pays du Sud. Les records de chaleurs, dépassés tout au long de l'année 2016, et la succession de cyclones, d'ouragans, d'inondations, de feu de forêts, de sécheresses, nous rappellent que le changement climatique est une réalité, qui affecte d'ores et déjà des centaines de millions d'entre nous – en particulier le flot de migrant (e)s arraché (e)s de leur terre et jeté(e)s dans les eaux au péril de leur vie. Nous savons que la différence entre 1,5°C et 2°C de réchauffement n'est pas mathématique mais est une question de vie ou de mort. Les mouvements et les organisations de la société civile constatent que les négociations internationales sur le climat ne parviennent à déboucher sur les politiques indispensables, et considèrent donc que continuer de construire le mouvement pour la justice climatique est une priorité. Nous dénonçons également la présence de multinationales polluantes et criminelles dans l'enceinte de la COP. Les COP ne doivent pas être transformées en opération de greenwashing par des gouvernements qui ne respectent pas nos droits et nos libertés.

## **Zéro fossile, 100 % renouvelables : notre horizon, notre lutte**

Contenir le réchauffement climatique à 1,5°C implique de laisser les combustibles fossiles dans le sol, en commençant par les hydrocarbures non-conventionnels. Nous appelons donc les dirigeant(e)s du monde entier à geler le développement de nouveaux projets fossiles et à engager la transition juste vers un futur 100% renouvelable et démocratique. L'industrie fossile est engagée dans une bataille pour sa propre survie. Nous savons donc que nous devons nous mobiliser pour bloquer ses projets destructeurs, partout où cela sera nécessaire. Nous devons également nous battre pour ne pas être dépossédé(e)s des alternatives : nous travaillons à une transformation sociale, écologique, féministe et démocratique et ainsi construire les emplois de demain.

Nous exigeons également un contrôle citoyen sur le fonds verts, donc 50% des financements doivent aller à des projets et stratégies basés sur les communautés et les écosystèmes. C'est la seule voie pour sortir du modèle productiviste extractif, soumis aux règles du marché et ne pas tomber dans le piège de l'économie verte et des fausses solutions : notre avenir ne dépend pas de la main invisible du marché mais du pouvoir des peuples du monde entier.

### **Contre Donald Trump et son monde...**

Certains utilisent la crise sociale pour justifier des politiques réactionnaires, conservatrices, racistes, sexistes, qui ne font qu'accroître les injustices climatiques. Donald Trump n'est que le dernier avatar de ce national-populisme autoritaire, qui menace en premier lieux les femmes, les personnes de couleurs, les migrant(e)s, les musulman(e)s et les plus pauvres d'entre nous.

### **...un climat de convergence**

Nous exigeons la libération immédiate de tout(e)s les prisonnier(e)s environnementaux et la protection des défenseur(e)s de l'environnement, partout dans le monde.

De notre côté, nous nous engageons à œuvrer conjointement pour : instaurer des processus d'élaboration des politiques collectifs et concertés à l'échelle locale et territoriale pour garantir une participation citoyenne effective, faire entendre la voix de la société civile, et faire des législations nationales des vecteurs de justice sociale et d'émancipation permettant de garantir aux peuples la réappropriation des biens communs (la terre, l'eau, l'air, les semences), ce qui passe notamment par la défense de la souveraineté alimentaire ; concevoir et mettre en place un espace régional citoyen en intégrant en particulier l'espace africain, l'espace méditerranéen et celui des États insulaires qui reflètent l'ampleur et l'urgence à avancer dans nos combats communs pour la justice climatique.;

Nos peuples souffrent mais nos luttes sur le terrain prennent de l'ampleur et la prise de conscience collective de la nécessité d'unité, de respect de la diversité et de complémentarité des modes d'action, s'amplifie.

Nous sommes convaincu(e)s que les changements nécessaires sont profonds. Nous refusons que nos États se plient aux choix du libre-échange et permettent à des entreprises de se doter d'armes législatives leur permettant d'agir impunément et que les lois du marché puissent outrepasser l'accession aux droits pour toutes les femmes et tous les hommes, de défendre le droit des petit(e)s paysan (ne)s et pêcheur(e)s, et de toute celles et ceux qui sont en première ligne de la construction d'un monde réellement juste et durable.

Nous n'attendrons pas les moments de négociation internationale pour nous réunir et travailler à notre convergence. Le travail se fait depuis longtemps, se poursuit et

continuera sur le terrain et au niveau des mouvements de base qui luttent localement pour un autre système, un autre monde.

Nous tenons en particulier à affirmer notre solidarité avec toutes celles et tous ceux qui sont en première ligne de la lutte contre l'extractivisme : à Imider, à Gabes, à Aïn Salah, à Standing Rock, à Notre Dame des Landes, et partout ailleurs. Nous sommes solidaires de la lutte du peuple Palestinien pour sa liberté et ses droits à la terre et à l'accès à ses ressources.

Aujourd'hui, nous réaffirmons avec force et conviction qu'un autre monde est possible !

Fait à Marrakech, le 17 Novembre 2016